

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 30/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EUROCAST

8 rue des Parcs
BP 9
90100 Delle

Références : -

Code AIOT : 0005901398

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement EUROCAST implanté 8 rue des Parcs BP 9 90100 Delle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée suite à l'incendie qui s'est déroulé sur le site dans la soirée du 16 juin 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROCAST
- 8 rue des Parcs BP 9 90100 Delle
- Code AIOT : 0005901398

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société EUROCAST à DELLE fait partie du pôle EUROCAST de la branche « fonderie » du groupe GMD, un groupe français multi-sectoriel (plasturgie, fonderie, tôlerie et emboutissage) de sous-traitance automobile. Ses principaux clients sont PSA et Renault.

Cette société est spécialisée sur son site de DELLE dans la fabrication de grosses pièces en aluminium (carters d'huile, carters de boîte de vitesse, carters de pont, etc.) par fonderie sous pression, usinage et assemblage.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Mise à jour de l'étude de danger	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 7.1.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident/accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Sans objet
2	Confinement des eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 7.6.8.1	Sans objet
3	Isolement du réseau de collecte	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 7.6.8.2	Sans objet
5	Déchets issus de l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/04/1990, article 6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie déclaré sur le site le 16/06/25 à 21h00 suite à la rupture d'un tuyau de thermo à huile a été rapidement maîtrisé par les pompiers. Le dégagement de fumées a été limité dans le temps et les pompiers n'ont pas mis en oeuvre de mesures de détection atmosphériques.

Les vannes d'obturation permettant de contenir les eaux d'extinction incendie ont été correctement activées mais aucune eau n'a été utilisée pour maîtriser l'incendie (extinction à l'aide de poudre).

Une partie de la toiture en fibro-ciment s'est effondrée lors de l'incendie. La toiture est désormais bâchée et les déchets amiantés ont été correctement évacués.

L'étude de danger d'EUROCAST datant de 1984 est obsolète et le site doit procéder à sa mise à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité de la conséquence des accidents potentiels dans les études de danger des installations classées soumises à autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident/accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Le 16/06/25 à 21h00, un incendie s'est déclaré sur le site d'Eurocast suite à la rupture d'un tuyau de thermo à huile, celle-ci s'étant alors retrouvée au contact de l'aluminium liquide et s'étant enflammée. Le feu s'est déclenché sur une première machine, puis par propagation, sur deux autres voisines via les hottes et leur filtre imprégné d'huile. L'incendie n'a pu être maîtrisé par les équipiers de première intervention et s'est propagé rapidement dans un ancien conduit de chauffage ainsi que dans le dôme de ventilation du bâtiment. Les flammes ont dégradé les locaux, notamment une partie de la toiture en fibro-ciment. Les pompiers sont intervenus rapidement et le feu a été maîtrisé en 30 minutes. Le dégagement de fumées a été limité dans le temps et les pompiers n'ont pas mis en oeuvre de mesures de détection atmosphériques. Suite à ce sinistre, les productions des installations de fonderie et d'usinage ont été arrêtées au niveau du Hall Alu 2 où a eu lieu l'incendie du fait de la présence de fibres d'amiante.

<p>Par courriel en date du 03/07/25, l'exploitant a informé l'inspection que la zone sinistrée a été sécurisée : elle est balisée, toutes les armoires électriques ont été protégées par des bâches et les foudres de maintien ont été maintenus fermés.</p> <p>Le propriétaire des bâtiments envisage une dépose de la toiture sinistrée et prévoit un plan de retrait des plaques fibrociments sur l'ensemble du Hall Alu 2, sans qu'un calendrier n'ait été défini. L'exploitant a transmis par courriel du 04/07/25 le rapport d'accident reprenant ces éléments.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection par téléphone en date du 15 septembre 2025 que la toiture est sécurisée par un filet et un thermobachage depuis le début du mois d'août.</p> <p>4 machines ont été sinistrées par l'incendie. 1 seule d'entre elles est nettoyée (résidus d'amiante) et remise en service à la rédaction de ce rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/04/2022, article 7.6.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux d'extinction incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'incendie étant dû à des huiles, ce sont principalement des extincteurs à poudre qui ont été utilisés pour le maîtriser. L'exploitant a fermé les vannes d'obturation permettant la rétention des eaux d'extinction d'incendie par prévention mais aucune eau n'a été collectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/04/2022, article 7.6.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement du réseau en cas de pollution accidentelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs doivent permettre l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissèlement en cas de pollution accidentelle (tampon d'étanchéité, vessies gonflables ou équipements équivalents).</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Eurocast dispose de 2 obturateurs d'égouts qui ont été enclenchés pour retenir préventivement les éventuelles eaux d'extinctions et pluviales.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise à jour de l'étude de danger

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/04/2022, article 7.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de danger
Prescription contrôlée : L'étude de danger du site est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité de la conséquence des accidents potentiels dans les études de danger des installations classées soumises à autorisation. Les mises à jour effectuées suivent les préconisations des guides INERIS en la matière, et de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003.
Constats : EUROCAST est autorisé à exploiter une installation de fonderie sur la commune de Delle par l'arrêté préfectoral du 12 avril 1990. Cet arrêté a été prescrit sur la base de l'étude de danger présente dans le dossier de la demande d'autorisation. Toutefois, celle-ci étant ancienne, elle n'a pas été établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité de la conséquence des accidents potentiels dans les études de danger des installations classées soumises à autorisation. Par ailleurs, le site a subi plusieurs modifications de ses conditions d'exploitation depuis 1990, nécessitant une mise à jour de son étude de danger.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de présenter à l'Inspection dans un délai de 3 mois le bon de commande, avec échéancier attendu, pour la production d'une nouvelle étude de danger conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité de la conséquence des accidents potentiels dans les études de danger des installations classées soumises à autorisation. Il est rappelé que l'étude des dangers devra impérativement considérer le retour d'expérience lié à cet accident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Déchets issus de l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/1990, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et élimination des déchets

Prescription contrôlée :

[...] Le traitement et l'élimination des déchets industriels doivent être effectués dans les installations autorisées au titre de la législation sur les Installations Classées.

L'exploitant doit veiller à ce que le procédé et la filière mis en oeuvre soient adaptés à ses déchets ou résidus. Il doit être en mesure de la justifier à tout instant auprès de l'Inspection des Installations Classées et, à ce titre, obtenir et archiver tout justificatif, document nécessaire, notamment dans le cadre de l'arrêté ministériel du 04 janvier 1985. En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant doit s'assurer lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

L'exploitant doit communiquer au transporteur toutes les informations qui sont nécessaires à ce dernier et fixer, le cas échéant, le cahier des charges de l'opération de transport (itinéraire, fret complémentaire...). [...]

Constats :

L'incendie du 16 juin 2025 a généré des déchets amiantés : débris de la toiture fibrociment incendiée, équipements de protection individuels et déchets amiantés issus du nettoyage des machines.

L'exploitant a indiqué par téléphone en date du 15 septembre 2025 qu'une machine sur 4 sinistrées lors de l'accident avait pour l'instant été nettoyée et remise en service.

L'exploitant a transmis par courriel en date du 17 septembre 2025 un bordereau de suivi de déchet en date du 23 juin 2025 pour l'évacuation d'1T de déchet amianté et un bordereau de suivi de déchet en date du 30 juillet 2025 pour l'évacuation de 0,5 T de déchets amianté dans une filière adaptée au traitement de ce type de déchet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les justificatifs d'élimination des déchets produits pour les 3 autres machines impactées par l'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite